



Clio. Femmes, Genre, Histoire

1 | 1995

Résistances et Libérations France 1940-1945

Susan PEDERSEN, *Family, Dependance, and the Origins of the Welfare State : Britain and France, 1914-1945*

Leora Auslander



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/539>

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 1995

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Leora Auslander, « Susan PEDERSEN, *Family, Dependance, and the Origins of the Welfare State : Britain and France, 1914-1945* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 1 | 1995, mis en ligne le 20 janvier 2005, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/clio/539>

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Tous droits réservés

Susan PEDERSEN, *Family, Dependence, and the Origins of the Welfare State : Britain and France, 1914-1945*

Leora Auslander

RÉFÉRENCE

Cambridge, Cambridge University Press, 1993, 478 p.

- 1 Les décennies qui vont de la Première Guerre mondiale jusqu'à la fin de la Seconde Guerre ont été marquées par le développement de l'État-providence en Grande-Bretagne et en France, mais ces deux États-providence étaient fort différents. D'après Pedersen, en France, le principe de base était que les familles, et non les individus, possédaient des droits sociaux ; on définissait la justice distributive en termes d'égalisation des revenus entre familles, plutôt qu'entre les classes sociales, et les fonds versés par les employeurs constituaient la majorité des fonds de la Sécurité sociale. De plus, alors que la politique sociale britannique était fondée sur le salaire familial masculin, les politiques françaises s'appuyaient sur une logique très différente. On insistait en France sur le problème de la dépendance économique des enfants et l'État-providence a été conçu comme une stratégie pour répartir le coût des enfants dans l'ensemble de la société. En Grande-Bretagne, le but de l'État-providence était d'assurer la capacité de l'ouvrier à entretenir sa femme et ses enfants. En bref, on se préoccupait en France des enfants et en Grande-Bretagne des femmes (en tant que femmes mariées et non en tant que mères).
- 2 *Family, Dependence, and the Origins of the Welfare State* commence avec la préhistoire de l'État-providence dans les deux pays, avant la Première Guerre mondiale. D'après Pedersen, la guerre a renforcé et non transformé les principes d'avant-guerre. En Grande-Bretagne, après comme avant la guerre, le travail a été conçu « comme un expédient

temporaire pour les femmes tandis qu'en France les femmes étaient toujours considérées comme une classe à part mais "normale" de travailleurs » (p. 92). Dans les deux pays, les ouvrières elles-mêmes avaient peu d'influence sur leur sort, leur place était déterminée par les accords entre les patrons, les syndicats et le gouvernement.

- 3 En France, le développement des Allocations familiales après la Première Guerre mondiale vient de ce que les grandes entreprises trouvaient que les allocations coûtaient moins cher qu'un salaire familial pour tous les ouvriers. « En ne suivant que ses propres intérêts économiques, le grand patronat français a créé cette logique particulière de providence - que j'ai nommée "parentale" - par laquelle les revenus étaient redistribués non entre ceux qui gagnaient un salaire et ceux qui n'en gagnaient pas, non entre travailleurs et chômeurs ou hommes et femmes, mais entre ceux qui avaient des enfants et ceux qui n'en avaient pas. [...] En se focalisant sur les enfants plutôt que sur les ouvriers, ou sur les femmes au foyer, la politique française de la famille n'essayait pas de transformer de façon systématique les structures des familles et les relations entre les sexes » (p. 357). Cette stratégie « parentale » des grandes entreprises a été soutenue par les natalistes et les catholiques sociaux parce que « l'intervention paternaliste concordait avec les traditions intellectuelles catholiques et corporatistes, toutes deux voyant la famille, plutôt que l'individu, comme unité sociale fondamentale » (p. 288). Entre 1929 et 1939, le système des caisses est devenu une politique nationale à cause du pro-natalisme. Les natalistes voulaient à la fois partager le fardeau économique des enfants parmi toute la population et limiter la participation des femmes mariées au marché du travail. Seule la première tentative a été une réussite, « les préoccupations natalistes ont détourné les hommes politiques républicains de la rhétorique individualiste en les convaincant de la légitimité de politiques qui, en Grande-Bretagne, auraient été perçues comme des atteintes inacceptables aux principes de l'économie politique et comme des intrusions intolérables dans la sphère du privé » (p. 288). Enfin, pour les Français, avoir des familles nombreuses semblait être une obligation nationale et l'idée que les femmes pouvaient avoir des intérêts différents de ceux de leurs maris était impensable. C'était un modèle familial de citoyenneté (les femmes n'ayant même pas le droit de vote pendant toute cette période).
- 4 Les organisations féministes et syndicalistes ont eu peu d'impact dans la construction de l'État-providence en France. En revanche, en Grande-Bretagne, durant cette même période, la politique familiale a été controversée parce qu'elle était liée à la volonté féministe de renforcer la puissance et l'indépendance des femmes. On a mis en place un système « d'État-providence fondé sur le salaire familial masculin. Dans ce modèle, leur emploi et l'assurance sociale ont permis aux hommes mariés de vivre et d'entretenir leur famille quand ils travaillaient et quand ils chômaient. Les femmes célibataires étaient considérées comme des hommes célibataires, mais les femmes mariées étaient moins assurées contre la perte d'un salaire, mais davantage contre la perte des hommes » (p. 354). Les syndicalistes hommes ont gagné la bataille pour l'intervention de l'État ; les féministes n'ont pas obtenu l'égalité entre hommes et femmes, cela en partie à cause de l'affaiblissement de leurs organisations qui, durant cette période, n'arrivaient ni à entretenir des organismes indépendants, ni à créer des liens avec les partis politiques.
- 5 Ce livre est au croisement de l'histoire politique classique et de l'histoire du « genre ». Pedersen établit que les logiques et les histoires différentes des État-providence peuvent s'expliquer par le poids politique du syndicalisme et du féminisme (beaucoup plus fort en Grande-Bretagne qu'en France), par l'idéologie dominante britannique du salaire familial

masculin et par l'histoire des interactions entre le libéralisme, le natalisme et le catholicisme français. Susan Pedersen insiste surtout sur le processus politique de la création des États-providence. Elle analyse non seulement les discours, mais les effets réels de ces discours. D'après Pedersen, « c'est l'interaction entre programmes et institutions, entre rhétorique et capacité politique qui ont déterminé le caractère de la politique sociale. Tandis qu'en France les débats ont défini le but de la politique familiale dans un sens qui coïncidait avec les intérêts des groupes capables d'agir sur les résultats, en Grande-Bretagne le débat a été capté par ceux qui avaient peu d'influence dans la réalisation de cette politique » (p. 19). En Grande-Bretagne, les participants les plus importants dans le débat étaient d'un côté les fonctionnaires et les syndicalistes, et de l'autre les féministes et les socialistes. Les syndicalistes et les fonctionnaires avaient plus accès au monde politique et leurs intérêts - la protection du salaire masculin - ont dominé le débat et la pratique de l'État. En France, en revanche, la voix des féministes était faible et celle des catholiques sociaux et natalistes forte. Les employeurs qui préféraient distribuer des allocations plutôt que salaires ont pu coopérer avec les catholiques pour définir l'aide aux familles chargées d'enfants comme une mesure patriotique.

- 6 *Family, Dependence, and the Origins of the Welfare State : Britain and France, 1914-1945* est une œuvre soignée, passionnante et importante. Pedersen a réussi la tâche difficile d'écrire une histoire comparée qui ne soit ni réductrice ni simpliste. L'histoire des deux États-providence apparaît dans toute sa complexité, mais la focalisation sur les pratiques politiques n'est pas sans effet sur l'argumentation. La faiblesse relative du syndicalisme et du féminisme en France est une clé importante pour comprendre les différences entre les deux pays, mais Pedersen n'essaye pas d'expliquer pourquoi les travailleurs et les femmes avaient des organisations plus efficaces en Grande-Bretagne. Après la lecture de ce livre, on comprend mieux les causes immédiates des formes différentes prises par l'État-providence en France et en Grande-Bretagne, mais on ne comprend pas beaucoup mieux les causes plus profondes des différences dans les relations entre hommes et femmes, entre les femmes et l'État, entre les ouvrières et les entreprises, entre les entreprises et l'État. Certes on ne peut pas tout faire mais cela vaut la peine de réfléchir aux conséquences des choix méthodologiques. Car ce livre est un exemple d'un effet secondaire redouté par ceux qui critiquent la transformation de l'histoire des femmes en histoire de la relation entre les sexes (*gender history*), critique avec laquelle je suis, en général, en désaccord. Ce livre peut en effet conforter dans leur opinion ceux qui disent que l'histoire des femmes et du féminisme est sans importance dans l'Histoire, parce que les femmes et les mouvements féministes ont été marginaux et inefficaces. Si l'on pense que toutes ces transformations importantes ont eu lieu dans les couloirs de l'État, dans des négociations de haut niveau, l'histoire des femmes et du féminisme peut paraître sans grande importance. Au mieux, les organisations féministes influencent le débat à rebours, les acteurs historiques efficaces ne voulant surtout pas être identifiés à leurs projets.